

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES FINANCES, DE LA GESTION
INFORMATIQUE ET DE LA LOGISTIQUE

SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES

SERVICE DE LA PROGRAMMATION ET DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

GENERAL DELEGATION FOR NATIONAL SECURITY

GENERAL SECRETARIAT

FINANCE, COMPUTER MANAGEMENT AND
LOGISTICS DEPARTMENT

SUB-DEPARTMENT OF FINANCIAL AFFAIRS

PROGRAMMING AND CONTRACTS SERVICE

N° 15 / AAO/DGSN/SG/DFGIL/SDAF/SPM.

Yaoundé, le 15 SEPT 2026

AVIS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 15 / AONO/DGSN/SG/DFGIL/SDAF/SPM/2026 DU
15/09/2026 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'ETUDE DE
FAISABILITE DES TRAVAUX D'ACHEVEMENT D'UN AMPHITHEATRE
AU CENTRE D'INSTRUCTION ET D'APPLICATION DE LA POLICE DE
MUTENGENE

FINANCEMENT : BIP DGSN 2026.

IMPUTATION : 60 12 153 01 33000002 525311

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la revalorisation et modernisation de son patrimoine immobilier, le Délégué Général à la Sûreté Nationale, Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'étude de faisabilité des travaux d'achèvement d'un amphithéâtre au Centre d'Instruction et d'Application de la Police de Mutengene.

2. Consistance des Prestations

Dans le cadre l'étude de faisabilité des travaux d'achèvement d'un amphithéâtre au Centre d'Instruction et d'Application de la Police de Mutengene, le Délégué Général à la Sûreté Nationale, Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour le recrutement d'un Cabinet ou d'un Bureau d'Etudes pour la conduite des missions d'étude des activités suivantes :

- La réalisation des études géotechniques ;
- La réalisation des études architecturales du bâtiment en phase d'Avant-Projet Détaillé (APD) ;
- La réalisation des études techniques (note de calcul de structure, plans de structure, corps d'état - lots technologiques de plomberie, d'électricité, froid et climatisation) ;
- Les devis descriptifs, quantitatifs et estimatifs (DQE) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

Les missions précises à effectuer dans le cadre de cette prestation sont décrites dans les Termes De Références (TDR) du présent Dossier de Consultation.

3. Tranches/Allotissement

RAS

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **trente millions (30 000 000) Francs CFA**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de ces prestations est fixé à **deux (02) mois** correspondant à la période de réalisation des travaux y compris une période d'un mois pour la réception provisoire desdits travaux.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises et BET de droit camerounais exerçant sur le Territoire National.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public, de l'exercice 2026 de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale sur la ligne d'imputation budgétaire : **60 12 153 01 33000002 525311**.

8. Mode de soumission

La soumission se fait exclusivement **en Ligne**

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un Organisme financier ou une Institution bancaire de première catégorie, agréé par le Ministère des Finances, pour émettre les Cautions dans le domaine des Marchés Publics dont la liste figure dans la pièce N°14 du DAO d'un montant **de six cent mille (600 000) Francs CFA**, Valable pendant trente jours (30) jours au-delà de la date de validité des offres qui est de quatre-vingt-dix (90) jours, accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC) conformément à la **Lettre-Circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024**, relative « aux modalités de constitution des consignations, de conservation, de restitution et de déconsignation des Cautionnements sur les Marchés Publics ».

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère des Finances, à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics ou du récépissé de consignation, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté en ligne sur les plateformes COLEPS et ARMP aux adresses suivantes (<https://www.marchespublics.cm>; <https://www.publiccontracts.cm>) et (www.armp.cm) dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu par téléchargement dès publication du présent avis à l'adresse sus indiquée. La soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO d'une somme non remboursable de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA, payable au Trésor Public.

12. Remise des offres

Chaque Offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme **COLEPS** au plus tard le 12/10 **2026 à 09 heures.**

Une copie de sauvegarde de l'Offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous plis scellé au Service de la Programmation et des Marchés de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale aux heures ouvrables, porte 326 (3ème étage ancien bâtiment) de l'immeuble siège de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale, le même jour au plus tard à **13 heures très précises** avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 15/AONO/DGSN/SG/DFGIL/SDAF/SPM/2026 DU 15/09/2026 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'ETUDE DE FAISABILITE DES TRAVAUX D'ACHEVEMENT D'UN AMPHITHEATRE AU CENTRE D'INSTRUCTION ET D'APPLICATION DE LA POLICE DE MUTENGENE

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

NB : en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'Offre du candidat concerné.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux (02) temps

Dans un premier temps, l'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 12/10/2026 à 10 heures, par la commission.

Dans un second temps, seules les Offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80/100 points seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordé par la commission, l'offre sera rejetée.

14. Critères d'évaluation

14.1-Critères éliminatoires :

- a) Absence de la caution de soumission timbrée, acquittée à la main, délivrée par un Organisme financier ou une Institution bancaire de première catégorie agréé par le Ministère des Finances, pour émettre les Cautions dans le domaine des Marchés Publics dont la liste figure dans la pièce N°09 du DAO, d'un montant **de six cent mille (600 000) Francs CFA**, à l'ouverture des plis,
- b) Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- c) Absence d'une Copie certifiée conforme par le Ministre chargé des Marchés Publics ou par son représentant dûment Mandaté, de l'Attestation de catégorisation ou de la Décision rendant publique la classification des Entreprises de la catégorie D ou du récépissé de dépôt de candidature pour ladite Catégorie;
- d) Non-conformité du mode de soumission (**en ligne**) du DAO;
- e) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- f) Note technique inférieure à 80/100 points ;
- g) Absence d'un prix unitaire quantifié dans le BPU, le DQE, et le SDPU;
- h) Absence d'un élément de l'offre financière (soumission, BPU, DQE, SDPU) ;
- i) Absence d'une déclaration datée et signée sur l'honneur de non abandon de marchés durant les trois (03) dernières années (2023,2024,2025)
- j) Absence de copie de sauvegarde des Offres ;
- k) Absence de la Lettre de soumission de la Proposition financière datée et signée ;
- l) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- m) Absence de la déclaration d'engagement social et environnemental datée et signée ;
- n) Non-respect du format de fichiers des offres ;

- o) CCAP et TDR non paraphés sur chaque page, non signés, non datés et sans la mention « lu et approuvé » ;
- p) Présence d'une information financière dans l'offre technique.
- q) Absence de l'Offre financière témoins.

14.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur **cent (100) points** selon les critères essentiels qui porteront notamment sur :

N°	CRITERES	Notation/100
1	Présentation générale de l'offre	/3 pts
2	Qualification et compétence des experts dans le domaine	/40 pts
3	Références du Soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires	/20 pts
4	Moyens techniques et matériels à mettre en place	/12 pts
5	Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR	/20 pts
6	Solvabilité et capacité financière	/5 pts

NB : les détails de ces critères essentiels sont précisés dans la grille d'évaluation jointe au DAO;

Le système de notation des Offres par attribution des points est requis pour ce DAO;

- Les soumissions par voie électronique seront évaluées après téléchargement dans les mêmes conditions que les Offres physiques ;
- En cas de conflit entre les contenus des pièces du DAO, l'élimination d'une Offre pour non-conformité aux prescriptions du DAO ne doit s'appuyer que sur des critères contenus dans le RPAO dont les dispositions priment sur celle des autres pièces ;
- Le soumissionnaire doit obtenir une note technique minimum de **80/100 points** pour être qualifié à l'évaluation de son Offre financière ;
- La production de la Copie certifiée de l'Attestation de catégorisation ou de la décision rendant publique la classification des Entreprises dans l'une des catégories visées par l'Appel d'Offres, dispense les soumissionnaires catégorisées de la production dans leurs offres techniques des pièces justificatives relatives aux références, aux chiffres d'affaires, aux moyens techniques et logistiques propres minima, au personnel permanent et à la localisation du siège, conformément à la lettre circulaire n°005/LC/CAB/ du 26 décembre 2023 relative à la mise en œuvre de la catégorisation des entreprises du secteur des Bâtiments et des Travaux Publics dans le cadre de la contractualisation des marchés publics;
- Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté un engagement sur l'honneur légalisé devant déclencher automatiquement sa mise à la disposition du BET en cas d'attribution, ou tous les

documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré non valable ;

- Pour le personnel permanent, le soumissionnaire devra produire des Certificats d'affiliation à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire remplissant les critères de qualification technique et financière requises et présentant l'Offre évaluée **la mieux-disante** par combinaison des critères techniques et financiers.

16. Durée de validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée **de quatre-vingt-dix (90)** jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires et assistance technique

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à l'Immeuble Siège de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale (3ème étage ancien bâtiment) - Service de la Programmation et des Marchés, porte 326. Téléphone : 222 51 02 07, dès publication du présent avis ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <https://www.marchespublics.cm>

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse Email : dsi@minmap.cm.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517 et au numéro vert 1500 du Maître d'Ouvrage.

Fait à Yaoundé, **15 SEPT 2026**

LE DELEGUE GENERAL A LA SÛRETE NATIONALE

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP/JDM ;
- Président CIPM ;
- Affichage ;
- Chrono /Archives.



Martin MBARGA NGUELE-

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES FINANCES, DE LA GESTION
INFORMATIQUE ET DE LA LOGISTIQUE

SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES

SERVICE DE LA PROGRAMMATION DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

GENERAL DELEGATION FOR NATIONAL SECURITY

GENERAL SECRETARIAT

DIRECTORATE OF FINANCE, IT MANAGEMENT AND
LOGISTICS

SUB-DIRECTORATE OF FINANCIAL AFFAIRS

DEPARTMENT FOR CONTRACTS PLANNING

N° 15 /AAO/DGSN/SG/DFGIL/SDAF/SPM.

Yaounde, the 15 SEPT 2026

NOTICE OF NATIONAL OPEN TENDER No.
15 /AONO/DGSN/SG/DFGIL/ SDAF/SPM/2026 OF 15/09/2026
UNDER AN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE FEASIBILITY STUDY
FOR THE COMPLETION OF AN AMPHITHEATRE AT THE MUTENGENE
POLICE TRAINING AND APPLICATION CENTRE

FINANCING: PIB DGSN 2026

ALLOCATIONS: 60 12,153 01 33000002 525311

1. Purpose of the Call for Tenders

As part of the refurbishment and modernisation of its property portfolio, the Delegate General for National Security, as the project owner, is launching a national open tender under an urgent procedure for a detailed feasibility study for the completion of an amphitheatre at the Mutengene Police Training and Application Centre.

2. Consistency of services

As part of the feasibility study for the completion of an amphitheatre at the Mutengene Police Training and Application Centre, the I Delegate General for National Security, the Project Owner, is launching an Open National Tender under an urgent procedure to recruit a consultancy firm or engineering practice to carry out the following study tasks:

- Carrying out geotechnical studies;
- The preparation of architectural drawings for the building during the Detailed Preliminary Design (DPD) phase;
- The preparation of technical drawings (structural analysis report, structural drawings, trade-specific drawings – technical packages for plumbing, electrical, refrigeration and air conditioning);
- Descriptive, quantitative and cost estimates (DQCE);
- The unit price schedule (UPS);

The specific tasks to be carried out as part of this service are set out in the Terms of Reference (ToR) contained in this Tender Document.

3. Batches/Allotments

RAS

4. Estimated cost

The estimated cost of the project, following the preliminary studies, is thirty million **(30,000,000)** CFA francs.

5. Estimated completion time

The maximum completion period specified by the Client for the performance of these services is set at four (04) months, corresponding to the period required to carry out the works, including a one-month period for the provisional acceptance of the said works.

This period runs from the date of notification of the Service Order to commence the provision of services under the relevant phase.

6. Participation and origin

Participation in this Call for Tenders is open on equal terms to companies incorporated under Cameroonian law operating within the national territory.

7. Financing

The services covered by this Call for Tenders are financed by the 2026 Public Investment Budget of the General Delegation for National Security under the following budget lines: **60 12,153 01 33000002 525311.**

8. Submission method

Submissions must be made exclusively online

9. Tender bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a stamped tender bond, paid for by hand, issued by a first-class financial organisation or banking institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public procurement, the list of which is set out in Document No. 13 of the Tender Documentation, in the amount of six hundred thousand (600,000) CFA francs, valid for thirty (30) days beyond the validity period of the tenders, which is ninety (90) days, accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) in accordance with the Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024, concerning 'the procedures for the establishment, retention, return and release of performance bonds in public procurement'.

Failure to provide a tender bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, or to provide a receipt for the deposit, will result in the outright rejection of the tender.

A tender bond that has been lodged but is unrelated to the tender in question shall be deemed not to have been submitted. The tender bond submitted by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The file can be viewed online on the COLEPS platform at the following addresses: <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm> on the website of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP) (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender Documents

The Tender Documents may be downloaded from the address given above as soon as this notice is published. Electronic submission is subject to payment of the non-refundable fee of seventy-five thousand (25,000) CFA francs for the tender documents, payable to the Public Treasury.

12. Submission of tenders

Each tender, drafted in French or English, must be submitted by the tenderer via the COLEPS platform by 09:00 on 12/10/ 2026 at the latest.

A backup copy of the Tender, saved on a USB stick or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope to the Planning and Procurement Department of the General Delegation for National Security during office hours, door 326 (3rd floor, old building) of the headquarters of the General Delegation for National Security, no later than 1.00 pm sharp on the same day, clearly and legibly marked 'back-up copy', in addition to the above requirement, within the specified time limit:

NOTICE OF NATIONAL OPEN TENDER No.
...15.../AONO/DGSN/SG/DFGIL/ SDAF/SPM/2026 OF 15/09/2026
UNDER AN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE FEASIBILITY STUDY FOR
THE COMPLETION OF AN AMPHITHEATRE AT THE MUTENGENE POLICE
TRAINING AND APPLICATION CENTRE

«TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING».

File size and format

For online submissions, the maximum file sizes for documents to be uploaded via the platform and the components of the tenderer's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Tender;
- 15 MB for the Technical Tender;
- 5 MB for the Financial Tender.

The following formats are accepted:

- PDF format for text-based documents;
- JPEG for images.

The candidate should ensure they use compression software to reduce the size of any files to be sent.

NB: In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to submit backup copies will result in the relevant candidate's tender being declared inadmissible.

13. Opening the folds

Tenders are opened in two (02) stages

To begin with, the committee will open the administrative documents and technical tenders on 12/10/ 2026 at 10.00 am.

Subsequently, only the financial bids from tenderers who have achieved a qualifying technical score of 80 out of 100 will be opened by the same Committee and in the same room at a later date, following the publication of the technical evaluation results.

Only tenderers may attend this opening session or be represented at it by a single person of their choice who has been duly authorised to act on their behalf, even in the case of a consortium.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted as originals or as copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special

Tender Regulations. They must be dated less than three (03) months prior to the date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the Tender Notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

14. Assessment criteria

14.1 Disqualifying criteria

- a) Failure to provide a stamped tender bond, paid by hand, issued by a financial organisation or a first-class banking institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public procurement, as listed in Document No. 09 of the Tender Documentation, in the amount of six hundred thousand (600,000) CFA francs, at the time of the opening of tenders;
- b) Failure to produce, beyond the 48-hour deadline after the opening of bids, any administrative document deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the tender bond);
- c) Failure to provide a copy certified as true by the Minister responsible for Public Procurement or by his duly authorised representative, of the categorisation certificate or the decision making public the classification of Category D enterprises, or of the receipt confirming the submission of an application for that category;
- d) Non-compliance with the method of submission (online) of the tender documents;
- e) False statements, fraudulent practices or forged documents;
- f) A technical score of less than 80 out of 100;
- g) The absence of a quantified unit price in the BPU, DQE, and SDPU;
- h) Absence of an element of the financial offer (bid, BPU, DQE, SDPU);
- i) Failure to provide a dated and signed statutory declaration stating that no contracts were abandoned during;
 - j) the last three (03) years (2023, 2024, 2025);
- k) No backup copy of the Tenders;
- l) Failure to provide a dated and signed letter of submission for the financial proposal;
- m) The absence of a dated and signed integrity charter;
- n) Failure to provide a dated and signed statement of social and environmental commitment;
- o) Failure to comply with the file format for tenders;
- p) The CCAP and ToR are not initialled on every page, are not signed, are not dated and do not bear the words 'read and approved';
- q) Inclusion of financial information in the technical proposal;
- r) Absence of the indicative financial offer.

15.2 Essential criteria

Technical tenders will be assessed on a scale of one hundred (100) points according to the essential criteria, which will include, in particular:

N°	CRITERIA	Score/100
1	Overview of the tender	/3pts
2	Qualifications and expertise of experts in the field	/40pts
3	The Tenderer's track record in carrying out similar services	/20pts
4	Technical and material resources to be put in place	/12pts
5	Proposed methodology in line with the Terms of Reference	/20pts
6	Solvency and financial capacity	/5pts

NB: Details of these key criteria are set out in the assessment grid attached to the tender documents;

A points-based tender evaluation system is required for this call for tenders;

- Electronic tenders will be assessed after they have been downloaded, under the same conditions as physical tenders;
- In the event of a conflict between the contents of the documents comprising the Tender Documentation, the rejection of a Tender on the grounds of non-compliance with the requirements of the Tender Documentation must be based solely on the criteria set out in the Tender Rules, the provisions of which take precedence over those of the other documents;
- The tenderer must achieve a minimum technical score of 80 out of 100 points in order to be eligible for the assessment of their financial tender;
- The submission of a certified copy of the Categorisation Certificate or of the Decision publicly announcing the classification of enterprises into one of the categories specified in the Invitation to Tender exempts categorised tenderers from including in their technical tenders supporting documents relating to references, turnover, minimum technical and logistical resources, permanent staff and the location of the head office, in accordance with Circular No. 005/LC/CAB/ of 26 December 2023 concerning the implementation of the categorisation of companies in the Building and Public Works sector in the context of public procurement contracts;
- Any public official listed amongst a tenderer's staff who has not submitted a notarised statutory declaration stating that they will automatically be made available to the engineering consultancy in the event of the contract being awarded, or any documents capable of substantiating their release from the Civil Service, shall be deemed invalid;
- For permanent staff, the tenderer must provide certificates of membership of the National Social Insurance Fund (CNPS)

15. Contract award

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer who meets the required technical and financial qualification criteria and whose tender is assessed as the most advantageous on the basis of a combination of technical and financial criteria.

16. Validity period of tenders

Tenderers shall remain bound by their tenders for a period of ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of tenders.

17. Further information and technical support

Further information can be obtained during office hours at the headquarters of the General Delegation for National Security (3rd floor of the old building) – Programming and Procurement Department, door 326. Telephone: 222 51 02 07, upon publication of this notice or online via the COLEPS platform at <https://www.marchespublics.cm> <https://www.publiccontracts.cm> for technical support, should you encounter any issues whilst using the platform, please call (+237) 222 238 155 or 222 235 669, or email dsi@minmap.cm

18. Fight against corruption and malpractice

To report any corrupt practices, acts or deeds, please call CONAC on 1517 or the Project Owner's toll-free number 1500.

Done at Yaoundé, on

15 SEPT 2026

THE DELEGATE GENERAL FOR NATIONAL SECURITY

Copies :

- MINMAP;
- ARMP/JDM ;
- Chairman IMPC ;
- Posting ;
- Chrono/ Archives.



Martin MBARGA NGUELE-